

Les subsides

● (1610)

Je voudrais qu'il fasse de même aujourd'hui, vu que son ministère a réduit le budget de la Société de \$494 millions qu'il était l'an dernier à quelque \$90 millions cette année. L'agriculteur qui habite la circonscription du député n'a pas les moyens de payer 13.5 ou 14 p. 100 d'intérêt. Sûrement pas par les temps qui courent, et s'il a reçu de l'aide l'an dernier, c'est que le gouvernement libéral avait doté le ministère d'un généreux budget.

J'ai trouvé très intéressant d'entendre le député dire que l'ancien ministre de l'Agriculture ne s'intéressait pas à l'agriculture. J'ai beaucoup entendu les députés conservateurs critiquer Eugene Whelan, mais je n'ai jamais entendu dire qui que ce soit, où que ce soit, qu'Eugene Whelan ne s'intéressait pas à l'agriculture. Je crois que personne n'a travaillé avec plus d'acharnement au Parlement de 1962 à 1984, ou ne s'est plus dévoué aux intérêts de l'agriculture de notre pays que l'honorable Eugene Whelan. Je pense que tout le monde, de tous les côtés de la Chambre, doit bien en convenir.

Le député a parlé de la Commission d'examen de la situation financière de l'agriculture. Le député de Bruce-Grey (M. Gurbin) est ici aujourd'hui et a fort utilement contribué à la nomination du président du projet-pilote. Je tiens à féliciter les représentants de la Fédération de l'agriculture de l'Ontario et d'autres groupes de producteurs de denrées qui ont contribué à ce projet. J'en connais quelques-uns, et je sais quels efforts ils ont déployés pour ce projet-pilote.

Mais quand j'ai parlé aux gens qui participaient au comité d'examen de la situation financière de l'agriculture, j'ai été troublé de les entendre me dire que le principal problème était que la Société du crédit agricole ne voulait pas accorder de rabais sur ces prêts aux agriculteurs. Ils m'ont dit que sans l'appui du ministre, ils étaient coincés. Bien que le ministre soit d'accord pour accorder un certain financement, il n'était certainement pas disposé à s'engager à changer la politique ou la réglementation du Crédit agricole pour que le projet puisse fonctionner.

Bien que le ministre ait imposé un moratoire sur les mises en recouvrement des prêts du Crédit agricole, je n'ai rien vu de concret à cet égard, à l'exception de sa déclaration du début juillet où il annonçait la mise en place d'une procédure d'arbitrage avant la mise en recouvrement. Le ministre examine encore une fois les politiques du Crédit agricole. Une étude assez approfondie avait déjà été réalisée en février et mars dernier, et nous avons fait à ce moment-là des recommandations sur la crise de l'endettement du secteur agricole. Les députés des trois partis qui siégeaient à ce comité ont travaillé très fort pour recommander diverses mesures afin de venir en aide aux agriculteurs acculés à une saisie ou à la faillite. Tout le printemps, nous avons attendu le budget . . .

M. le vice-président: Je regrette d'interrompre le député.

M. Cooper: Monsieur le Président, le député a parlé pendant huit des dix minutes, sans me donner beaucoup l'occasion de lui répondre. Ce qu'il se demande, en somme, c'est comment le

gouvernement peut faire quoi que ce soit s'il n'a pas débloqué de fonds.

Avec un peu de bonne volonté, le député s'apercevrait que nous tirons bien meilleur parti de l'argent que son gouvernement ne l'a jamais fait. Comment avons-nous pu réduire les taux d'intérêt sur les emprunts agricoles? Qui a supprimé l'impôt sur les gains en capital? Qui a établi les prêts hypothécaires à risques partagés? Qui a tellement contribué à l'économie canadienne que les taux d'intérêt ont baissé à un niveau record aujourd'hui? Nous avons su obtenir les meilleurs résultats possible. Le ministre de l'Agriculture et le gouvernement ont réussi à tirer le meilleur parti qui soit de nos ressources. Nous avons tout lieu d'en être fiers.

Le député a rappelé que l'ancien ministre de l'Agriculture avait travaillé très fort. Je ne le nie pas. Je ne connaissais pas ses habitudes de travail, mais il s'est probablement donné à sa tâche. Quoi qu'il en soit, ce sont les résultats qui comptent. Si j'en juge par ses réalisations dans la région de Peace River, il aurait aussi bien pu s'épargner l'effort de travailler, parce qu'il n'a rien accompli du tout. En toute honnêteté, le député ferait bien d'avouer qu'il ne fait que chercher la petite bête, car même lui doit être impressionné par nos réalisations.

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, je trouve que c'est un discours remarquable de la part d'un député de la région de Peace River, un discours propre à encourager les échanges culturels. Si l'occasion s'en présentait, je pourrais certes lui faire visiter une campagne fort agréable, dans le comté d'Essex et j'en profiterais pour lui présenter des gens qui n'ont pas grand chose de bien à dire sur le compte du gouvernement.

L'été dernier, nous nous sommes réunis, dans le comté d'Essex, pour examiner les états de service du gouvernement pendant la première année de son règne, surtout à propos du budget présenté au mois de mai. La salle était remplie d'agriculteurs qui avaient voté pour le gouvernement actuel en élisant, pour la première fois depuis 25 ans, un député conservateur aux Communes pour représenter la circonscription d'Essex-Kent. Un seul mot courait dans la salle pour décrire ce budget: «Trahison». Ce mot, ils ne le murmuraient pas et n'en parlaient pas calmement entre eux, ils le hurlaient. Ils se sentaient trahis sur pratiquement tous les sujets qui les avaient incités à voter pour le parti conservateur le mois de septembre précédent. Toutes les mesures gouvernementales ont été qualifiées de trahison: taxe sur l'essence, aide au ministère de l'Agriculture, moratoire sur les facilités de crédit agricole, nouvelles sources de financement par le biais des obligations agricoles et tout ce qu'on leur avait promis pour les faire voter conservateur.

Pas un seul d'entre eux n'avait voté pour moi. Je ne les écoutais pas avec toute la sympathie que j'aurais éprouvée pour des partisans de longue date. Ces gens avaient voté pour les conservateurs parce qu'ils ont cru en la parole du premier ministre (M. Mulroney). Ils avaient confiance dans un gouvernement conservateur. Inutile de dire que ce n'est plus le cas maintenant. Ils ont ajouté foi aux promesses des conservateurs et c'est surtout sur ce plan-là qu'ils ont perdu toute confiance.